Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale
et le monde turco-iranien,
n°39-40, janvier-décembre 2005

DU CONCEPT DE MINORITE EN ASIE CENTRALE : L'EXEMPLE DE LA VALLEE DU FERGHANA

Olivier FERRANDO

Résumé : Cet article offre une lecture de la crise identitaire de la vallée du Ferghana par le prisme de ses minorités. Si les migrations précoloniales ont donné naissance à une riche civilisation ferghanaise, dont le métissage culturel était symbolisé par sa population autochtone turko-persane, l'arrivée des colons puis l'instauration du régime soviétique ont bouleversé la composition ethnique et démographique du Ferghana. En encourageant la création de trois nations soviétiques dans la vallée, Staline a introduit une différence conceptuelle entre ces nations, titulaires d'un territoire et d'une langue propres, et les autres groupes, que les Etats-nations nouvellement souverains réduiront à l'état de minorités. Nous tenterons d'établir une grille de lecture de ces minorités en tenant compte des spécificités historiques, socioculturelles et politiques de la région.

Symbole d'un Orient imaginaire, l'Asie centrale est longtemps restée une région méconnue, aux confins de la Chine et de l'Afghanistan. Or voilà que l'année 2005 nous a fait découvrir, dans l'immensité centrasiatique, une micro-région : la vallée du Ferghana. C'est là en effet que sont apparues les manifestations populaires qui renversèrent le président kirghize, le 24 mars. C'est là encore, que les autorités ouzbèkes ont réprimé une manifestation, le 13 mai, tuant des centaines de personnes. Les journalistes, dépêchés à la hâte, présentent le Ferghana comme la vallée de tous les dangers. Peuplée de plus de 10 millions d'habitants, elle abrite une mosaïque de peuples partagés entre l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan, au gré de frontières héritées de l'époque stalinienne et qualifiées d'aberrantes. Ainsi, si l'Ouzbékistan est devenu l'Etat-nation des Ouzbeks, il héberge plus de 100 groupes ethniques et 50 langues parlées. De même, à l'indépendance le

Kirghizistan comprenait seulement 52% de Kirghizes pour 24% de Russes et 13% d'Ouzbeks. Sous l'URSS, ce paysage ethnique importait peu car les citoyens étaient tous soviétiques, sans considération de nationalité ou de lieu de résidence, et les relations entre groupes ethniques reposaient sur le principe de l'égalité des peuples. Si le communisme avait jusqu'ici réussi à maintenir sous sa chape toute aspiration nationaliste, les premiers mouvements de revendications identitaires apparurent à la fin des années 1980, de l'Estonie à la Macédoine et de la Slovénie au Tadjikistan. L'affirmation soudaine de groupes nationaux titulaires de « leurs » Etats entraînait, de fait, la minorisation du reste de la population et l'émergence du concept de minorité comme réalité politique et juridique de ces nouveaux Etats-nations.

Eloignée du continent européen, l'Asie centrale présente un héritage historique, socioculturel et politique qui lui est propre. Nous proposons donc de traiter la question des minorités en Asie centrale à partir de ces paramètres, et en modélisant notre étude sur la vallée du Ferghana, véritable microcosme de la région. Après avoir présenté le processus de construction identitaire des peuples autochtones du Ferghana, nous analyserons l'impact de la période coloniale puis soviétique sur le statut de ces peuples, notamment les conséquences territoriales et linguistiques de la création des nations ouzbèke, tadjike et kirghize, et les effets de l'arrivée massive de populations allochtones sur l'équilibre de la vallée. Ces études préalables nous permettront alors d'aborder la question des minorités, comme résultat des politiques nationalistes mises en œuvre par les nouveaux Etats souverains du Ferghana. Nous tenterons d'établir une grille de lecture pour faciliter notre perception de la question minoritaire en Asie centrale.

Ethnogenèse et statut des peuples autochtones du Ferghana

La construction identitaire des peuples autochtones du Ferghana

Dès le I^{er} millénaire av. J.-C., l'Asie centrale est habitée par des tribus sédentaires est-iraniennes : les *Khorezmiens* dans le delta de l'Oxus (l'Amou-Daria des Grecs), les *Bactriens* dans la moyenne vallée de l'Oxus, et les *Sogdiens* autour du Zéravchan et du haut Iaxarte (Syr-Daria) également appelé à cet endroit vallée du Ferghana. Les conquêtes et vagues migratoires qui ont jalonné l'histoire de l'Asie centrale ont considérablement diversifié la composition ethnique du Ferghana. Citons pour mémoire l'épopée éclair d'Alexandre le Grand, qui y fonde en 326 av. J.-C. la ville de Khoudjand ; la sédentarisation des Kouchanes, nomades venus de Haute-Asie, qui créent un empire helléno-bouddhiste inattendu ; l'extension de la dynastie perse des

Sassanides, qui introduit le mazdéisme et favorise le développement d'un réseau de pistes caravanières que l'on nommera, plus tard, la route de la Soie.

Le premier contact entre Perses et Turks[1] remonte au V^e^ siècle, avec l'arrivée de tribus, connues des annales chinoises sous le nom de T'ou-kiue, ou Türük (les forts) en transcription turque[2]. L'islam s'implante dans la région à la suite de la victoire historique des Arabes sur les Chinois à Talas, au nord du Ferghana, en 751. Le calife confie alors le pouvoir à la dynastie iranienne locale des Samanides, qui adopte le persan moderne comme langue de cour et empêche ainsi l'arabisation de la société.

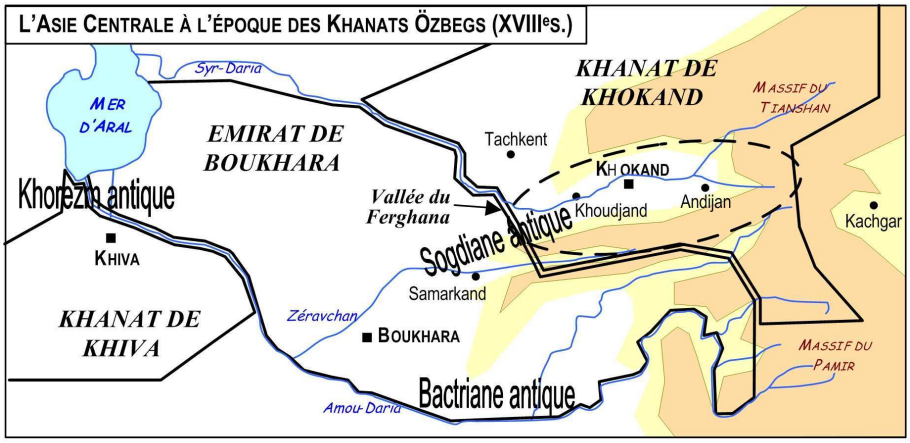
A partir de 1219, le passage des hordes mongoles de Gengis Khan est un élément destructeur certes, mais également favorable à l'enrichissement ethnique et culturel de la région. Une osmose prend forme entre Turks et Mongols, au point que certains auteurs n'hésitent pas à mentionner la présence dès le XIII^e^ siècle d'une population turko-mongole en Asie centrale. Le parler turk oriental est d'ailleurs qualifié de djaghataïde, en référence au fils de Gengis Khan, qui hérite de la région à la mort de son père. C'est assurément la figure de Tamerlan qui incarne le mieux, à la fin du XIV^e^ siècle, la synthèse culturelle entre nomades turko-mongols et sédentaires arabo-persans, entre adeptes du chamanisme et pratiquants de l'islam, entre turcophones et persanophones.

En 1500, les Özbegs marquent la dernière migration humaine précoloniale de la région. A la différence des empires précédents fortement centralisés, ils reconnaissent l'existence d'entités politiques autonomes autour des trois oasis d'antique civilisation : le khanat de Khiva, l'émirat de Boukhara et, à partir de 1710, le khanat de Khokand qui s'organise autour de la vallée du Ferghana.

---

1 Nous utilisons la graphie *Turks* pour désigner l'ensemble des populations turcophones afin de les distinguer des *Turcs* de Turquie.

[2] René Grousset, *L'empire des steppes*, Paris, Payot, 1965, p. 124-132.



Les caractères identitaires des peuples autochtones du Ferghana à la veille de la colonisation russe

Ces conquêtes répétées ont permis l'émergence d'une civilisation métissée turko-persane, issue de la rencontre entre les premières populations iraniennes et les diverses tribus turko-mongoles qui se sont installées dans la région. Ces populations précoloniales, que nous qualifierons dès lors d'autochtones, présentent des caractères identitaires singuliers.

En termes linguistiques, la vallée du Ferghana héberge à cette époque trois langues écrites : le persan moderne, langue officielle du khanat, principalement parlée dans les villes, le turk djaghataïde, langue de la population turko-mongole, majoritaire dans les campagnes, et l'arabe, langue de la théologie[3].

En termes religieux, l'islam sunnite de rite hanéfite est la religion officielle et unique du khanat de Khokand et la *charia* sa loi fondamentale. Mais la conscience musulmane s'est faite de manière progressive et sans jamais refouler les valeurs spirituelles ancestrales, zoroastriennes pour les sédentaires iraniens ou chamaniques pour les nomades turko-mongols. Notons que les confréries soufies[4] ont joué un rôle primordial dans la

[3] Abdoul Kerim Boukhary, *Histoire de l'Asie centrale*, Paris, E. Leroux, 1876, p. 207-229

[4] Né au VIII[e] siècle à Baghdad, le soufisme trouva un écho favorable en Asie centrale, mais il se manifesta différemment selon qu'il s'adressait aux nomades ou aux sédentaires. Ainsi, la confrérie yasawiyya, fondée au XII[e] siècle, se développa essentiellement au sein des confédérations turkes nomades et des sociétés rurales

diffusion de l'islam, dans la mesure où elles permettaient aux individus de se convertir sans renier leur héritage pré-islamique. Enfin, dès le XVI[e] siècle, l'adoption en Iran du chiisme duodécimain comme religion d'Etat fédéra les musulmans centrasiatiques autour de la conviction qu'ils incarnaient le bouclier de l'orthodoxie sunnite face aux hérétiques. Cette conscience prit la forme d'un véritable *djihad* des Özbegs contre les Séfévides. Par ailleurs, l'orthodoxie musulmane accentua l'intolérance religieuse à l'égard des courants minoritaires au point que les religions jusqu'ici préservées en Asie centrale – christianisme, bouddhisme, mazdéisme – ont fini par disparaître. Au XIX[e] siècle, seuls les Juifs boukhariotes[5] jouissent du statut de *dhimmi* (protégé), mais il leur est interdit de porter de la soie, de construire des synagogues et de résider hors des quartiers qui leur sont assignés.

Enfin le clivage entre sédentarité et nomadisme a longtemps symbolisé la dualité entre populations iraniennes et turko-mongoles et constituait en cela un critère objectif de différenciation ethnique. Mais à la suite de la sédentarisation des vagues successives de nomades, cette dualité a perdu au XIX[e] siècle toute valeur ethnique et qualifie désormais les deux grandes formes d'organisation sociale du Ferghana. Nomades et sédentaires y vivent dans des aires écologiques séparées, marquées par un empiètement graduel des sédentaires sur les nomades, notamment par l'extension continue des cultures irriguées sur les aires traditionnelles de pâturage. On ne saurait pour autant réduire la relation entre nomades et sédentaires à cet antagonisme. De tout temps, les deux sociétés se sont appuyées sur leur complémentarité pour développer des échanges de produits agricoles et artisanaux ou de services[6]. Conformément au proverbe persan affirmant que « lorsqu'un chien turk entre en ville, il aboie en persan », c'est globalement la culture du sédentaire qui finissait par prévaloir sur celle du nomade, la tradition religieuse de ce

---

turcophones, tandis que la confrérie naqchbandiyya, fondée au XIV[e] siècle, toucha davantage les milieux urbains, car elle reposait sur une culture littéraire et religieuse persane (cf. Patrick Garrone, *Chamanisme et Islam en Asie Centrale*, Paris, Maisonneuve, 2000).

5 Présents dans la plupart des villes et notamment à Boukhara (d'où leur nom de « boukhariotes »), les Juifs d'Asie centrale parlent un dialecte persan enrichi d'hébreu.

6 L'ethnologue suisse Pierre Centlivres distingue les échanges de produits alimentaires (produits laitiers et viande contre céréales, sel, sucre et thé), de produits artisanaux (laine et peaux contre textiles et ustensiles métalliques) et de services (les nomades remplissent des fonctions de guerriers, transporteurs caravaniers et bergers lors des transhumances tandis que les sédentaires s'occupent des offices religieux et des circoncisions). Cf. Pierre Centlivres, « Les relations nomades-sédentaires », *Séminaire sur le nomadisme en Asie centrale*, Berne, Commission Nationale Suisse pour l'UNESCO, 1977, p. 76-81.

dernier résistant difficilement à l'épaisseur spirituelle de religions plus élaborées. Ainsi les vieilles civilisations ont joué un rôle intégrateur sur le plan religieux, linguistique et culturel de sorte que les nomades se sont associés aux sédentaires pour donner naissance à un heureux métissage culturel qui allait générer cette conscience d'un vouloir-vivre ensemble propre à chaque oasis centrasiatique.

Sur la base de ces critères identitaires, il est possible de distinguer trois groupes de populations autochtones. Les Kirghizes sont le peuple turk le plus anciennement connu des annales historiques. Nomades installés dans les monts du Tianshan depuis le XVI[e] siècle, leur nom signifie quarante (*kirk*) jeunes filles (*kiz*) et renvoie au mythe des quarante vierges unies à un fauve, dont ils seraient la descendance[7]. Associé au pastoralisme de montagne, leur islam reste empreint de traditions chamaniques. L'exercice du pouvoir leur est également propre puisqu'il repose sur des sages, les *manaps*, et non pas sur une classe de princes. Les nomades de plaine, regroupés en tribus turkes et turko-mongoles de même religion et de même langue, sont fédérés quant à eux sous le nom d'Özbegs[8]. L'ethnogenèse des Özbegs semble reposer sur une légitimité politique et militaire car, à partir du XVI[e] siècle, ce sont eux qui dirigent les trois khanats d'Asie centrale et leurs armées. Un dernier groupe se distingue enfin par un mode de vie exclusivement sédentaire et rassemble, d'une part, les villageois et citadins persanophones, descendant des anciennes tribus est-iraniennes et, d'autre part, les nomades turko-mongols sédentarisés. Si le pouvoir politique est d'essence nomade, le pouvoir religieux relève, quant à lui, des sédentaires persanophones, dont le rapport au sacré est incarné par leur monopôle des fonctions religieuses.

Malgré ces traits distinctifs, il semble pourtant difficile de qualifier les peuples autochtones du Ferghana d'ethnies. En effet, l'anthropologie occidentale présuppose la permanence d'un substrat ethnique au travers de l'histoire d'un peuple, mais le métissage culturel de la vallée du Ferghana ne permet pas de définir des ethnies sur la base de critères homogènes[9]. C'est pour cette raison qu'au terme ethnie, nous préférerons celui de peuple de manière générale, ou communauté dans un cadre plus local.

---

[7] Vasilii Barthold, *Histoire des turcs d'Asie centrale*, Paris, Maisonneuve, 1945, p. 28.

[8] A.C. Shalinsky, « Özbeg », *Encyclopédie de l'islam*, vol.8, Paris, 1995, p. 237-240.

[9] Pour Olivier Roy, c'est l'appartenance à un groupe de solidarité (*qawm*) qui différencie le mieux les « ethnies » d'Asie centrale. Le *qawm* peut être clanique, tribal ou régional comme tel est le cas pour l'identité ferghanaise (Olivier Roy, « Ethnies et politique en Asie centrale », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n°59-60, 1991, p. 20-21).

Le statut des peuples autochtones après la colonisation russe

Au cours des XVII[e] et XVIII[e] siècles, l'Asie centrale subit la pression de forces étrangères : à l'est, les Mandchous se rendent maîtres de la Chine, au nord, les Russes occupent la Sibérie, au sud, les Afghans constituent un Etat indépendant alors que les Anglais organisent la colonisation des Indes. Avec une armée de 40.000 soldats, le khanat de Khokand est le plus puissant d'Asie centrale mais, resté isolé à une époque où les techniques modernes s'imposent dans le reste du monde, il ne peut résister à la pression militaire russe. La prise de Tachkent (1865) et de Khoudjand (1866) oblige le khan à abdiquer et permet aux Russes d'établir un Gouvernement général du Turkestan, dont la vallée du Ferghana est une division territoriale. Le reste de l'Asie centrale se trouve alors au cœur de rivalités politiques et économiques entre l'empire russe et la couronne anglaise, et que les historiens nommeront le Grand Jeu[10]. Des traités bilatéraux fixent pacifiquement les frontières des confins de la Russie, isolant le Turkestan russe de ses voisins chinois, afghan et anglais. Les peuples turcophones et persanophones de la région se retrouvent ainsi éclatés de part et d'autre de frontières imposées par les grands empires et suivront dès lors des destins séparés.

Au Turkestan russe, la politique coloniale du tsar se caractérise par une inégalité de traitement entre les sujets de l'Empire : les colons européens sont des citoyens de Russie tandis que les autochtones sont considérés comme des étrangers et relèvent du statut de « allogène » (*inorodiets*)[11], qui les autorise à conserver leurs traditions sociales (comités d'anciens, tribunaux coraniques). Des écoles russes sont créées pour les nouveaux arrivants tandis que l'éducation des masses allogènes reste confiée aux mollahs. De rares écoles dites russo-indigènes sont instaurées dans les grandes villes, mais elles ne visent qu'à former une élite au service de l'empire. Indifférent aux populations des nouveaux territoires, le tsar assoit ainsi son pouvoir grâce au clergé musulman rétrograde[12], dont l'autorité lui garantit la soumission de la population et sert, à moindre coût, son dessein colonial.

---

[10] Sur le Grand Jeu, lire Peter Hopkirk, *The Great Game*, Oxford, OUP, 1990.

[11] Ce statut était jusqu'ici réservé aux Juifs de Russie. C'est avec la conquête de la Sibérie et de l'Asie centrale que le tsar a conçu ses nouveaux territoires comme des colonies (au sens européen du terme) et a appliqué le statut d'allogènes aux nouvelles populations colonisées.

[12] Vincent Fourniau, *Histoire de l'Asie centrale*, Paris, PUF, 1994, p. 98.

C'est à cette époque que les anthropologues russes établissent la première classification des peuples autochtones du Ferghana. Ils qualifient de « sart » l'ensemble des communautés sédentaires, aussi bien les citadins persanophones que les nomades turko-mongols sédentarisés et toutes sortes de métis. Ils donnent le nom de « tadjik » au persan parlé en Asie centrale[13] et désignent par cet ethnonyme les montagnards persanophones, restés à l'écart des influences turkes. Enfin le terme « kirghize » regroupe désormais l'ensemble des tribus nomades de la région. Le recensement de 1897 fait ainsi apparaître un déséquilibre entre une large majorité de Sarts (1.139.000) et une minorité de Kirghizes (260.000) et de Tadjiks (97.000)[14].

En février 1917, le renversement du tsar Nicolas II trouve un écho favorable en Asie centrale[15], dont les leaders affichent des revendications autonomistes lors des Congrès des musulmans du Turkestan, en avril et septembre de la même année. Conscient qu'il n'existe pas en Asie centrale de classe ouvrière capable de porter l'idéal marxiste, Lénine considère ces mouvements populaires comme autant de relais pour étendre son projet. A l'appel classique « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », il ajoute désormais « Peuples dominés, soulevez-vous! ». En octobre 1917, il crée un gouvernement bolchevique qui consacre, dans la *Déclaration des droits des peuples de Russie*, l'égalité et la souveraineté de tous les peuples, l'abolition des privilèges raciaux et le droit des peuples à l'autodétermination. L'extension à tous les sujets de Russie de la citoyenneté met un terme à la ségrégation raciale de l'époque coloniale. Dans un discours resté célèbre, Lénine et son Commissaire aux nationalités, Staline, appellent les musulmans de Russie à soutenir les Soviets[16]. Le 30 avril 1918, le Soviet de

---

[13] Le persan avait en effet évolué vers des formes dialectales singulières. Les linguistes du XIX[e] siècle distinguèrent la forme turquisée du Turkestan, qui prend le nom de tadjik (*todjiki*), le persan iranien plus arabisé et européanisé, devenu le persan (*farsi*) et le *dari* (qui signifie [langue] de cour), réservé à la forme la plus pure, celle de la cour afghane.

[14] Avec 1.572.000 habitants, le Ferghana est en 1897 la province la plus peuplée du Turkestan. Le recensement fait également apparaître 10.000 Slaves, 40.000 Ouïgours et 5.000 Juifs Boukhariotes (Lawrence Krader, *Peoples of Central Asia*, Bloomington, Uralic & Altaic Series vol.26, 1962, p.199).

[15] La révolution consacrait en effet un nouvel espace de libertés : abolition de la peine de mort (12 mars) et des restrictions en matière de religion et de nationalité (20 mars) ; liberté de réunion et d'association (12 avril).

[16] « *Musulmans de Russie, Tatars de la Volga et de Crimée, Kirghizes et Sarts de Sibérie et du Turkestan […] vous tous dont les mosquées et les chapelles ont été détruites et dont les croyances et coutumes ont été bafouées par les tsars et les oppresseurs de la Russie ! Vos croyances et vos coutumes, vos institutions*

Tachkent décide son union libre à la Russie et se proclame République Socialiste Soviétique Autonome (RSSA) du Turkestan. Une RSSA de Kirghizie est également créée en 1920.

La politique soviétique des nationalités : aux sources des mouvements nationalistes centrasiatiques

Dans son traité *Le marxisme et la question sociale*, Staline définissait la nation comme une « communauté humaine stable, historiquement constituée, fondée sur une unité linguistique, territoriale, économique et sur une identité spirituelle qui se traduit par une communauté de culture[17] ». C'est sur la base de cette théorie que Lénine lance en 1918 sa politique des nationalités, qui vise à organiser la diversité ethnique de la Russie dans un cadre étatique fédéral respectueux de l'égalité entre nations russe et non-russes. Pour éviter un morcellement du territoire entre les différentes composantes de la population[18], Staline propose une classification des peuples en fonction de leur niveau de développement : le groupe ethnique (*etnografitcheskaya groupa*) correspond au stade initial, la nationalité (*narodnost*) au stade intermédiaire, et la nation (*natsia*) au stade ultime de développement de la conscience identitaire. Chaque peuple jouit de droits culturels et linguistiques, mais seule la nation se voit reconnaître une souveraineté territoriale.

Force est de constater que cette théorie reste étrangère aux réalités socio-anthropologiques de l'Asie centrale,où les divisions ethniques, linguistiques, religieuses, claniques et économiques ne coïncident souvent pas, et les autochtones se définissent eux-mêmes sur la base de plusieurs identités. Si le critère linguistique nie l'existence du bilinguisme, le critère territorial ignore, quant à lui, l'enchevêtrement des populations. Qu'importe, les ethnographes soviétiques adoptent en 1923 une nouvelle classification arbitraire des peuples du Ferghana. L'appellation « Sart », que Staline percevait comme une classe de bourgeois, est désormais abandonnée au profit de trois ethnonymes : le nom « Ouzbek », emprunté aux Özbegs, désigne un ensemble hétéroclite de tribus nomades ou sédentarisées toutes turcophones ;

---

nationales et culturelles sont désormais libres et inviolables […] Vos droits, comme les droits de tous les peuples de Russie, sont protégés par la toute puissance de la révolution et de ses organes, les Soviets des députés, des ouvriers, des soldats et des paysans. Alors soutenez cette révolution ! »

[17] S.I. Ojegov, *Dictionnaire de langue russe*, Moscou, Ruski Yazik, 1987, p. 332.

[18] La Russie comprend en effet entre 80 et 150 groupes ethniques. La variation de leur nombre d'un recensement à l'autre traduit la subjectivité du concept même d'ethnie.

le terme « Tadjik » s'étend à tous les persanophones quel que soit leur lieu de vie ; enfin, l'ethnonyme « Kirghize » s'applique désormais exclusivement aux éleveurs transhumants des montagnes du Tianshan.

La Grande Démarcation Territoriale (1924-1936) : le morcellement de l'identité régionale ferghanaise

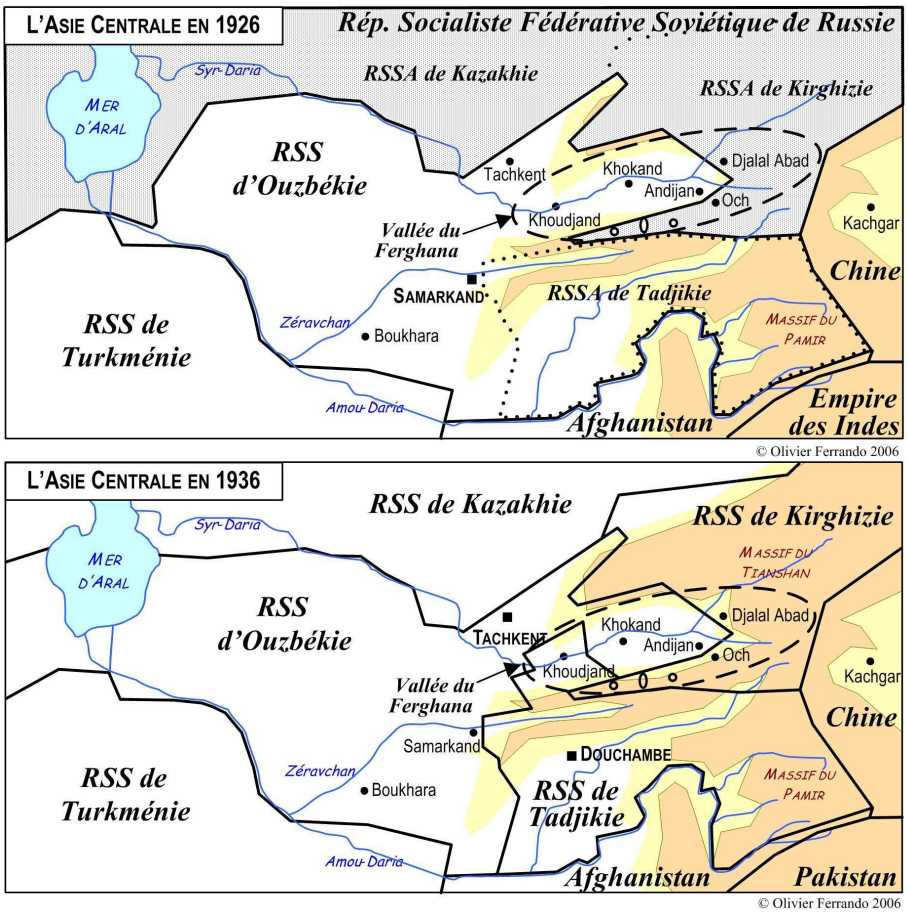
En 1924, à la suite de la création de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), Staline octroie des droits territoriaux à ces trois groupes et leur reconnaît ainsi le statut de nation constitutive de l'Union. Un premier tracé crée la République Socialiste Soviétique (RSS) d'Ouzbékie, la RSSA de Tadjikie fédérée à l'Ouzbékie et la RSSA de Kirghizie fédérée à la Russie. Ce processus de territorialisation imposée assurait l'adhésion des peuples autochtones au projet soviétique. Mais Staline considérait également que le tracé de nouvelles frontières pouvait permettre de briser l'identité régionale de la vallée du Ferghana, qui restait animée par des aspirations panturques et panislamiques, contraires à l'idéologie marxiste.

Invoquant deux critères de délimitation des frontières, l'un ethnique dans le but de regrouper chaque nation dans sa République éponyme, l'autre économique visant à rendre chaque République viable[19], et légitimant son action par la participation des élites locales au règlement des litiges frontaliers[20], Staline va procéder à un véritable dépeçage de la vallée du Ferghana. Une première division a lieu en 1924 lors de la création des entités ouzbèke et kirghize : en termes ethniques, le pourtour montagneux du Ferghana est attribué aux Kirghizes, tandis que les sédentaires héritent de la plaine centrale et de vallées latérales qui, en l'absence de continuité territoriale avec la RSS d'Ouzbékie, forment des enclaves ouzbèkes en RSS kirghize. En termes économiques, la doctrine marxiste ne pouvait concevoir un Etat exclusivement montagneux. Aussi, afin de permettre à la Kirghizie de jouir d'un développement agricole et industriel égal à ses voisins, est-il

[19] Steven Sabol, « The creation of Soviet Central Asia », *Central Asian Survey*, n°14, Carfax, 1995, p. 225-241.

[20] L'historienne Francine Hirsch estime que la théorie généralement admise du *diviser pour mieux régner* est abusive. Son étude des archives révèle que les élites communistes locales – notamment les djadids – considéraient la nation comme un instrument de modernisation économique et culturelle. Aussi, participèrent-elles activement à la délimitation des Républiques au sein du Comité territorial du Bureau centrasiatique du Comité central du Parti Communiste. (cf. Francine Hirsch, *Empire of Nations. Ethnographic knowledge and the making of the Soviet Union*, London, Cornell University Press, 2005, p. 160-186).

décidé de lui attribuer l'extrémité orientale de la plaine ferghanaise, qui était pourtant peuplée en grande majorité d'Ouzbeks.



La seconde étape de la division du Ferghana a lieu en 1929. Le pouvoir soviétique décide de promouvoir la Tadjikie en RSS et, afin de calmer les revendications territoriales des Tadjiks[21], il lui rattache la partie occidentale du Ferghana avec la ville historique de Khoudjand. le critère économique, en attribuant des terres agricoles à la Tadjikie, bafoue à nouveau le critère ethnique puisque la grande majorité du territoire adjoint est turcophone. Le

[21] A sa création en 1924, la RSSA de Tadjikie s'était en effet vue exclure les villes de Samarkand et Boukhara, pourtant majoritairement peuplées de persanophones.

morcellement est consommé en 1936 avec la promotion de la Kirghizie en RSS.

Ainsi divisée entre les RSS de Tadjikie à l'ouest, d'Ouzbékie au centre et de Kirghizie à l'est, la vallée du Ferghana perdait toute sa centralité et ne constituait plus que les confins de trois Républiques, dont les centres de décision étaient désormais loin de sa sphère d'influence. Bien qu'ayant participé à la classification ethnique de l'Asie centrale, l'ethnographe Vasilii Barthold regretta la destruction des entités politiques existantes due, selon lui, à une approche empruntée à « l'Europe occidentale du XIX^{e} siècle » et inadaptée à la région[22]. En créant des liens politiques et économiques centrifuges entre les différentes sections de la vallée et leurs Républiques respectives, Staline parvenait à écarter tout danger d'un front commun ferghanais contre le pouvoir soviétique[23].

La promotion des langues nationales : une parcellisation des groupes linguistiques autochtones au service de l'idéologie communiste

La politique des nationalités considère la promotion des cultures nationales comme une exigence de l'égalité des peuples. Composante principale de cette culture, la langue devient dès lors le principal instrument de promotion des nations. Ce droit de chaque peuple à disposer d'une langue se traduit, au cours des années vingt, par un vaste chantier de codification des grammaires et de transcription des langues, qui restera assurément l'aspect le plus fascinant de la politique des nationalités.

Si l'on exclut l'arabe, qui était exclusivement utilisé dans la pratique religieuse, les deux langues précoloniales écrites du Ferghana étaient le persan et le turk djaghataïde. En 1924, le morcellement de la vallée voit l'apparition de trois langues nationales : le tadjik en Tadjikie, l'ouzbek, idiome turk fortement iranisé de la région de Tachkent en Ouzbékie, et le kirghize, parler turk de tradition orale qui sera codifié et transcrit en Kirghizie. Cette promotion de deux sous-groupes du turk djaghataïde en langues nationales favorisait une parcellisation linguistique de l'espace turcophone, à l'époque où des voix panturques menaçaient le projet

[22] Francine Hirsch, *op. cit.*, p.184.

[23] Notons que cette stratégie de morcellement territorial a été appliquée à toutes les entités historiques de la région. L'émirat de Boukhara se retrouva ainsi éclaté entre les RSS d'Ouzbékie, de Turkménie et de Tadjikie, tandis que le khanat de Khiva fut partagé entre les RSS d'Ouzbékie, de Turkménie et de Kazakhie. Les anciennes capitales Khokand, Boukhara et Khiva perdaient ainsi leur centralité et étaient réduites au statut de villes provinciales de la RSS d'Ouzbékie.

communiste[24]. En 1928, inspiré par le modèle kémaliste, Staline impose l'abandon de l'écriture arabe et fait adopter l'alphabet latin.

Mais la période soviétique reste marquée par deux phénomènes antagonistes : d'une part, l'application de la politique des nationalités qui tend à consolider les nations ouzbèke, tadjike et kirghize ; d'autre part, l'idéologie communiste qui n'a de cesse de promouvoir une uniformisation culturelle, sociale et politique de tous les sujets de l'Union. Ainsi, l'égalité linguistique n'était pas une fin en soi ; plus qu'un droit culturel, l'octroi à chaque nation d'une langue propre visait à apaiser les sentiments nationaux et à les canaliser vers une conscience politique commune, que la prééminence du russe allait rapidement incarner. Ainsi, Staline ordonne dès 1936 que les trois langues soient écrites en cyrillique[25], ce qui facilite l'accès des populations autochtones au russe et favorise les emprunts de vocabulaire slave par les langues nationales. Jusqu'ici les langues autochtones étaient porteuses de riches civilisations, mais ainsi vidées de leurs valeurs historique et culturelle, elles sont désormais vouées à véhiculer, non pas l'héritage de chaque nation, mais un patrimoine nouveau, le socialisme.

Le brassage des peuples : un garde-fou contre la montée des nationalismes et la résurgence du régionalisme ferghanais

L'arrivée des peuples allochtones

A l'époque coloniale, l'abolition du servage en Russie et l'adoption de lois d'incitation à la migration avaient entraîné l'installation de paysans slaves aux côtés des fonctionnaires de l'empire. En 1911, le Ferghana comptait 34.000 Slaves, soit 2% de la population, qui vivaient en périphérie des cités historiques ou dans des villes, créées comme symbole du nouveau pouvoir[26]. Nous qualifierons ces populations, étrangères au processus

[24] La ville de Khokand avait en effet été le siège d'une révolte anticoloniale à la fin de l'année 1917. Violemment réprimés par les Bolcheviks, les résistants s'étaient réfugiés dans les montagnes environnantes, d'où ils poursuivirent leur lutte armée jusqu'en 1928, recevant notamment l'appui du stambouliote Enver Pacha, porteur d'un idéal panturc.

[25] Ces changements d'alphabets entraînèrent l'isolement des peuples de leurs racines écrites et de tout contact avec le monde extérieur. Ainsi, l'abandon de l'écriture arabe coupait les Ferghanais de leur passé, de leur littérature et de leur tradition écrite (y compris religieuse) et isolait les Tadjiks et les Ouzbeks de leurs cousins d'Iran et d'Afghanistan.

[26] Par exemple, Skobelev (actuelle Ferghana) avait été érigée en 1877 comme capitale administrative et militaire de la vallée.

d'ethnogenèse du Ferghana, d'allochtones par opposition aux peuples autochtones.

La période soviétique vit se poursuivre l'afflux de Slaves, majoritairement, des Russes mais aussi des Ukrainiens et des Biélorusses, à la différence que ceux-ci venaient, non plus dominer les allogènes, mais leur inculquer les valeurs du communisme. Si leur concentration s'accrut dans les centres des provinces ferghanaises (Khoudjand, Ferghana, Andijan et Och), de nombreux instituteurs et ingénieurs furent également assignés en zone rurale. Initialement, ces migrants étaient des volontaires bien éduqués et attirés par les avantages financiers qui leur étaient proposés, mais sous le régime répressif des années trente, ils cédèrent le pas à des migrants forcés, anciens koulaks déracinés de leur terre ou délinquants de droit commun condamnés à la relégation. Les recensements traduisent ce poids grandissant des Slaves dans la composition ethnique des RSS (cf. Tableau 1) : en Tadjikie, ils passent ainsi de 0,7% en 1926 à 13,3% en 1959, en Kirghizie de 11,7% à 30,2% sur la même période. Mais ces chiffres globaux cachent de fortes disparités : ainsi en 1959, si 80% des habitants de la capitale kirghize, au nord du pays, sont slaves, ils ne sont que 13,8% au Ferghana kirghize.

C'est en fait la seconde guerre mondiale qui provoque le bouleversement ethnique et démographique de la région, à la suite de l'arrivée de centaines de milliers de déportés. Présentée avant la guerre comme une mesure préventive pour éviter que les peuples ne soient manipulés par l'ennemi, cette politique concerna 150.000 Coréens évacués de l'Extrême-Orient soviétique en 1937 pour prévenir tout espionnage en faveur du Japon, 400.000 Allemands installés dans la région de la Volga depuis le XVIII^{e} siècle et déplacés lors de la rupture du pacte germano-soviétique, et 20.000 Grecs pontiques évacués des rivages de la mer Noire en 1942. A la fin de la guerre, cette politique de déportation deviendra un mode de punition collective des peuples accusés de collaboration[27]. Si l'on envoyait au goulag sibérien les opposants politiques, on exilait en Asie centrale les peuples coupables. Entre février et novembre 1944, 400.000 Tchétchènes, 92.000 Ingouches, 76.000 Karatchaïs, 43.000 Balkars, 238.000 Tatars de Crimée et 100.000 Meskhètes furent brutalement déracinés de leurs terres natales et

[27] A la suite de l'invasion allemande de l'URSS, de nombreux peuples subirent l'occupation. Comme partout en Europe, certains collaborèrent avec l'occupant et d'autres rejoignirent les réseaux de résistance. Mais à la libération, Staline décida une punition collective en déportant, dans leur intégralité, certains peuples montagnards du Caucase. L'acte de collaboration n'était en fait qu'un alibi pour vider une région stratégique de peuples rebelles et pour fournir un appoint de main d'œuvre dans les terres lointaines (Roger Caratini, *Dictionnaire des nationalités et des minorités en URSS*, Paris, Larousse, 1990, p. 169-171).

déportés vers l'Asie centrale. Si la plupart furent réhabilités par Khrouchtchev en 1956, les Tatars et les Meskhètes, groupe hétéroclite de la région géorgienne de Meskhétie, regroupant des Turcs, des Arméniens et Géorgiens islamisés et des Kurdes, furent condamnés à prendre racine dans leur lieu de déportation[28]. La question des relations entre peuples autochtones et peuples allochtones se pose donc plus particulièrement pour cette dernière catégorie car, d'une part, leur intégration à la vallée du Ferghana fut imposée par le pouvoir soviétique et, d'autre part, l'accusation collective de collaboration et de trahison de la patrie, jamais démentie, suscita la méfiance de leurs hôtes.

Dans ce mélange de populations, Moscou visait clairement la désintégration des liens communautaires traditionnels, une rupture du pacte social ferghanais, au profit d'une recomposition de la société soviétique. L'afflux des allochtones entraîna une réduction drastique du poids des autochtones. En 1959, les Tadjiks et les Ouzbeks ne constituaient que 53% et 60% de leurs Républiques éponymes respectives Les Kirghizes étaient même devenus minoritaires en Kirghizie (40,5%). Ce bouleversement démographique ne pouvait, à terme, qu'attiser les tensions intercommunautaires et ce, pour deux raisons : d'une part, en prônant l'égalité des peuples, les idéologues soviétiques ne pouvaient tolérer la prééminence d'un peuple sur un autre, ni au niveau fédéral, ni au niveau fédéré. Les peuples autochtones voyaient ainsi leurs droits restreints, au profit du devoir collectif d'allégeance au pouvoir soviétique. D'autre part, en élevant les peuples autochtones en nations titulaires d'une langue et d'un territoire qui leur étaient propres, Moscou avait introduit une différence conceptuelle entre ces nations titulaires et les autres peuples, qui se trouvaient minorisés, de fait, au sein des RSS, et à la merci des politiques nationalistes des peuples titulaires, en cas d'affaiblissement du pouvoir central. Au binôme autochtone / allochtone, il semble donc plus pertinent de distinguer désormais, au sein de chaque République, le peuple titulaire et les minorités nationales.

L'apparition des premiers conflits interethniques

Si, jusqu'ici, Moscou était resté le garant d'un fédéralisme centralisé, laissant peu d'espace aux aspirations centrifuges, la politique d'ouverture de

[28] En 1932, Staline instaura un passeport intérieur pour tous les citoyens, avec obligation d'y apposer une *propiska* ou permis de résidence. En interdisant tout déplacement non autorisé, la *propiska* constituait un moyen efficace de contrôle des populations déportées.

Mikhaïl Gorbatchev laisse émerger les premiers mouvements nationalistes. Dès la fin des années quatre-vingt, *Birlik* en Ouzbékie, *Rastakhez* en Tadjikie, *Achar* et *Kirghizistan* en Kirghizie revendiquent la préservation de leurs richesses naturelles et spirituelles, l'officialisation des langues nationales et appellent au renouveau de la culture islamique. Sur fond de crise économique et de pression démographique[29], ces revendications vont prendre la forme de conflits interethniques violents dans l'ensemble de la vallée du Ferghana.

Minés par un chômage galopant, les jeunes autochtones appartenant au groupe titulaire de la nation développent des sentiments xénophobes à l'égard des minorités nationales. Si les Russes, qui se concentrent dans l'administration, ne sont pas pris pour cible, en revanche les groupes liés au petit commerce sont systématiquement visés. Dans la vallée du Ferghana, le premier conflit survient en juin 1989, à la suite d'un incident mineur entre de jeunes Ouzbeks et un marchand meskhète. Réclamant dès lors une justice sociale et la punition des étrangers, les Ouzbeks s'en prennent violemment à la minorité meskhète du Ferghana au cours de pogroms qui font plus de 100 morts[30]. Le mois suivant, un litige sur le contrôle d'un canal d'irrigation éclate entre Kirghizes et Tadjiks de la région de Batken, laissant une personne sans vie et un terrible ressentiment entre les deux communautés. Mais l'épisode le plus dramatique se déroule en juin 1990. Au cours d'un plan de logement, l'organisation nationaliste kirghize *Och Aymaghi* réclame que la terre d'un kolkhoze, où la majorité de la population est ouzbèke, soit attribuée à des familles kirghizes. Des membres de la minorité ouzbèke, révoltés, s'en prennent alors aux Kirghizes. Les massacres ne sont suspendus que par l'interposition de l'armée rouge et se soldent par un bilan officiel de 171 morts et plus de 1.000 blessés[31].

---

[29] Les peuples d'Asie centrale ont en effet connu le plus fort taux d'accroissement naturel d'URSS. Si avec 12,8 millions d'habitants, la région ne représentait en 1913 que 8% de l'empire russe, elle abrite en 1989 près de 50 millions d'individus, soit 17% de la population soviétique. Ce boom touche particulièrement la vallée du Ferghana, dont l'enclavement géographique empêche une extension de l'aire de peuplement. La densité humaine y bat tous les records : avec plus de 500 habitants au km² dans certaines provinces, le Ferghana est la région la plus densément peuplée d'URSS, hors agglomérations urbaines (Hélène Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté : la révolte des nations en URSS*, Paris, Flammarion, 1978, p. 53-108).

[30] Charles Urjewicz, « Pogroms en Ouzbékistan », *Hérodote*, n°54-55, 1989, p. 271-276.

[31] Douglas Goudie, « An overview of the Ferghana Valley », *Perspectives on Central Asia*, n°1, 1996.

Notons que ces hostilités se sont développées non pas, comme on aurait pu le supposer, sur la base d'un antagonisme culturel, mais entre communautés partageant des affinités religieuses et/ou linguistiques. Qualifiés de manière simpliste d'interethniques, ces conflits présentent des caractères distincts. Ainsi, le cas tadjiko-kirghize a opposé les peuples titulaires de deux RSS différentes. Ce conflit, interethnique dans le cadre territorial soviétique, aurait été qualifié d'inter-étatique s'il avait eu lieu quelques mois plus tard entre deux Etats indépendants. En revanche, les conflits ouzbéko-meskhète et ouzbéko-kirghize ont opposé deux communautés d'une même RSS, le premier en Ouzbékie, le second en Kirghizie. Interprétés dans un cadre national, ils seraient donc qualifiés de conflits civils. Mais le premier oppose le peuple titulaire à une minorité nationale allochtone, sur une question sociale, tandis que dans le second, ce sont deux communautés autochtones qui s'affrontent autour d'un litige bien plus sensible, le droit à la terre. Si la minorité meskhète d'Ouzbékie a été contrainte de quitter la région, la minorité ouzbèke de Kirghizie s'y est, quant à elle, maintenue au nom d'une autochtonie partagée avec le peuple titulaire.

Les minorités nationales face à la montée des mouvements nationalistes : entre enracinement et exil

Devant cette montée des nationalismes et le risque de voir se répéter les violences interethniques, les minorités nationales du Ferghana ont adopté des attitudes différentes. Certains ont quitté la région de manière volontaire : il s'agit des Allemands et des Juifs, qui profitèrent de l'ouverture des frontières soviétiques pour rejoindre les leurs à l'étranger, dès les années soixante-dix. Le processus s'accentua à partir de 1989, à la faveur de la *perestroïka*, mais aussi en raison de l'insécurité qui régnait au Ferghana. Ainsi, la population allemande du Kirghizistan chuta de 101.000 individus en 1989 à 38.000 en 1995 (cf. Tableau 2). La communauté juive d'Asie centrale regroupait quant à elle 110.000 personnes, dont 37.000 Juifs boukhariotes en 1989. Une grande majorité a aujourd'hui émigré vers les Etats-Unis et en Israël. On retrouve également dans ce premier groupe les peuples déportés du Caucase, qui purent rejoindre leurs terres natales après avoir été réhabilités en 1956. Les Tatars de Crimée, innocentés plus tard, ne furent autorisés au retour qu'à partir de 1985. Bien intégrés dans la société centrasiatique, du fait de leurs liens linguistiques et religieux avec les autochtones, ces derniers ont pourtant

majoritairement décidé de rejoindre leur Crimée natale, en justifiant leur choix par l'« appel de la patrie[32] ».

Une seconde catégorie regroupe les minorités qui ont été contraintes au départ. Il s'agit en premier lieu des Russes, des Ukrainiens et des Biélorusses, soit 3,2 millions de Slaves, qui se sont progressivement retrouvés marginalisés par le développement de politiques nationalistes. Une enquête menée en 1992 par l'Académie des Sciences de Russie révèle que 36% des Russes du Kirghizistan, 43% en Ouzbékistan et 66% au Tadjikistan, se sont résignés à quitter leur pays d'accueil[33]. La guerre civile tadjike a contraint plus de 300.000 Russes, soit 80% de la communauté, à quitter brutalement le pays. Bien que les Slaves n'aient jamais été la cible de violences ethniques, il est difficile de considérer que leur départ soit volontaire, la plupart ne disposant plus d'aucun lien familial dans leur patrie[34]. Il s'agit également des Meskhètes, qui furent victimes des massacres de juin 1989 et bénéficièrent d'un programme de relogement, organisé par les autorités soviétiques vers des pays d'accueil, tels que la Russie, l'Azerbaïdjan et le Kirghizistan. Mais la dissolution de l'URSS laissa ces déplacés dans une extrême précarité. Le gouvernement géorgien refusant de porter seul la responsabilité de leur retour, des milliers d'entre eux ont perdu leur citoyenneté, notamment au Kirghizistan, où le statut d'apatride les prive de leurs droits fondamentaux (santé, éducation, emploi)[35].

Un dernier groupe se caractérise par un processus d'enracinement dans la société ferghanaise. Il s'agit des Tatars de la Volga, des Coréens, des Dounganes et des Ouïgours. Estimés à plus de 400.000 individus, les Tatars de la Volga sont arrivés dans la région, à la faveur de la colonisation, comme commerçants ou employés de l'administration russe. Intégrés aux secteurs privé et public et bénéficiant de liens linguistiques et religieux avec les peuples autochtones, ces Tatars constituent la minorité nationale la mieux

---

32 Témoignage recueilli auprès de Tatars originaires de Khoudjand, de retour à Bakhchisaraï, Crimée, juillet 2003.

33 Martha Brill Olcott, *Bouleversements démographiques en Asie centrale*, ISC, Paris, 1997 [http://www.stratisc.org/strat/strat_063_OLCOTT.html].

34 L'attitude de la Douma à leur égard est éloquente : la loi de 1993 sur les « personnes déplacées de force », qui deviendra la base d'un accord régional de la CEI, considère les Russes de retour au pays comme des réfugiés, et non pas comme des migrants de la diaspora.

35 **«** Kyrgyzstan : focus on Meskhetian Turks **»**, IRIN news agency, Bichkek, 9 juin 2005.

enracinée du Ferghana. Les 200.000 Coréens et les 50.000 Dounganes[36] ont, quant à eux, subi l'effet de la russification, malgré leurs spécificités culturelles. Ils constituent aujourd'hui des minorités tranquilles, sans lien véritable avec leurs coreligionnaires de Corée et de Chine. Enfin, les Ouïgours, présents au Ferghana avant la colonisation, sont arrivés en masse lors de la répression des grands soulèvements musulmans de 1864-1877 au Turkestan chinois. Ils ont été rejoints à partir des années soixante par leurs frères du Xinjiang, fuyant la politique de sinisation lancée par Pékin. Aujourd'hui, les 100.000 Ouïgours présents dans les Etats du Ferghana partagent une communauté de langue et de religion avec leurs hôtes. Sans réelle perspective de retour sur leurs terres d'origine, Coréens, Dounganes et Ouïgours sont contraints à l'enracinement.

Cette classification révèle que le départ ou le maintien des minorités dans la vallée semble avant tout lié à l'existence ou non d'une patrie originelle. En effet, ceux qui quittent la région, contraints ou forcés, disposent d'une entité territoriale plus ou moins autonome capable de les accueillir, soit sur l'ancien espace soviétique dans le cas des Slaves, des Caucasiens et des Tatars, soit ailleurs dans le monde pour les Allemands et les Juifs. Ces groupes peuvent dès lors êtres qualifiés de **minorités nationales extra-territoriales**. A l'opposé, d'autres minorités sont condamnées à l'enracinement car elles ne disposent pas d'une patrie capable de les accueillir. Ainsi, si la majorité des Ouïgours et des Dounganes vivent en Chine et y jouissent d'une certaine autonomie culturelle et territoriale, celle-ci reste conforme au modèle marxiste-léniniste de la nation, qui attribue la préséance au grand frère han, et n'autorise aucun mouvement paniste[37] ou séparatiste. Ces groupes peuvent donc être qualifiés de **minorités nationales non-territoriales**, dans la mesure où elles ne disposent d'aucune patrie de rattachement effective. Deux minorités font exception à ce classement : d'une part, les Tatars de la Volga, qui disposent d'une République autonome du Tatarstan, mais sont restés solidement intégrés à l'Asie centrale ; d'autre

[36] Appelés Hui en Chine, où leur nombre s'élève aujourd'hui à 10 millions d'individus, les Dounganes ont été convertis à l'islam à partir du XIV^{e} siècle. Ils ont émigré vers le Turkestan russe principalement dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle (cf. Elisabeth Allès, « The Chinese-speaking muslims (Dungans) of Central Asia : a case of multiple identities in a changing context », *Asian Ethnicity*, vol.6, n°2, 2005, p. 121-134).

[37] Nous désignons par « panisme » tout mouvement visant à regrouper, en une forme unitaire, une communauté ethnique, linguistique, religieuse ou territoriale. Citons par exemple le panislamisme, le panturquisme ou encore le « panouïgourisme ».

part, les Coréens, qui jouissent également d'une patrie originelle[38], mais n'ont jusqu'à présent aucune perspective de retour.

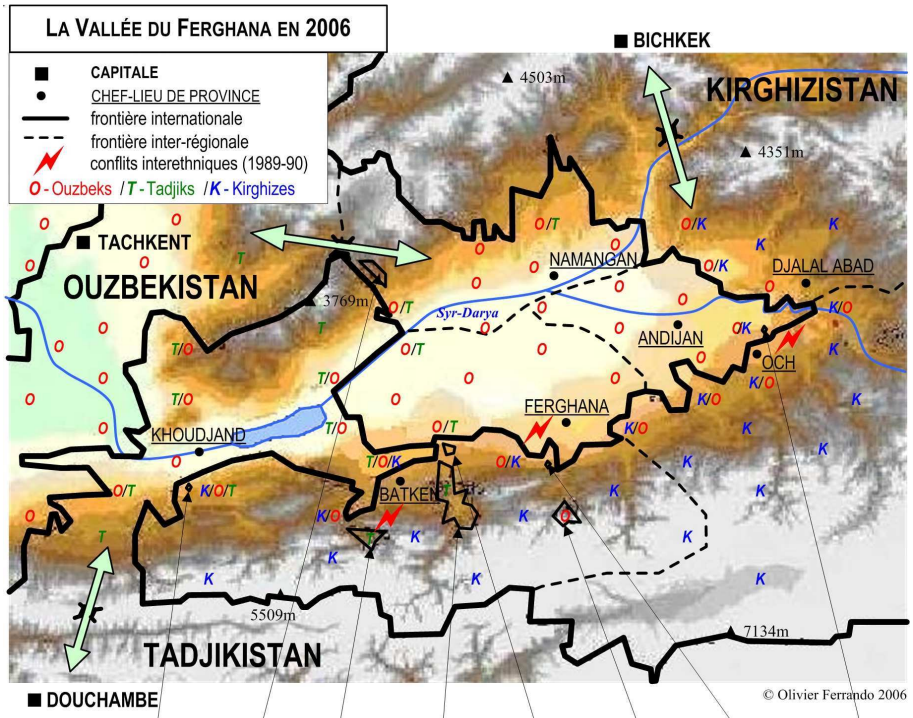
L'indépendance des Etats-nations et la minorisation de nouvelles catégories de citoyens

Une nouvelle carte géographique et ethnique

L'accès des Etats du Ferghana à l'indépendance en 1992 conduit à une nouvelle réalité géographique et humaine de la vallée. En termes géographiques, ils héritent des frontières dessinées sous l'URSS : l'Ouzbékistan (renommé *Yzbekiston Republikasi*) couvre l'essentiel des terres arables du Ferghana et y présente la population la plus importante, estimée à plus de 7 millions d'habitants ; le Tadjikistan (*Djoumhourii Todjikiston*) dispose d'une position stratégique à l'embouchure de la vallée ; le Kirghizistan (*Kyrgyz Respublikasy*) s'étend, quant à lui, sur les montagnes encerclant la vallée et en contrôle ainsi les principales réserves hydriques. Ajoutons à cela que les enclaves créées en 1924 sont désormais en rupture territoriale avec leurs Etats de tutelle. On compte dans la vallée huit enclaves habitées, regroupant plus de 80.000 habitants : les enclaves tadjikes de Kaïragatch et Voroukh et les enclaves ouzbèkes de Sokh, Kalatcha, Khalmion et Chakhimardan dans le Ferghana kirghize ; l'enclave kirghize de Barak et l'enclave tadjike de Sarvak, dans le Ferghana ouzbek[39].

[38] Notons que les Coréens d'Asie centrale parlent la variante nord de la langue coréenne.

[39] Pour une analyse des enclaves du Ferghana, lire Julien Thorez, « Enclaves et enclavement dans le Ferghana post-soviétique », *CEMOTI*, n°35, 2003, p. 28-39.



Enclaves	Kairagatch (Tadjikistan)	Sarvak (Tadjikistan)	Voroukh (Tadjikistan)	Sokh (Ouzbékistan)	Kalatcha (Ouzbékistan)	Chakhimardan (Ouzbékistan)	Khalmion (Ouzbékistan)	Barak (Kirghizistan)
Superficie	1,5km²	7km²	90km²	325km²	2km²	90km²	2km²	2km²
Population	200	200	30.000	43.000	1.000	6.000	1.000	700
	100% Ouzb.	100% Ouzb.	95% Tadjiks	99% Tadjiks	99% Ouzbeks	91% Ouzbeks	/	K / T / O

Source : E. Gonon & F. Lasserre, « Une critique de la notion de frontières artificielles à travers le cas de l'Asie centrale », *Cahiers de Géographie du Québec*, n°47-132, 2003

En termes humains, les trois peuples autochtones ouzbek, tadjik et kirghize jouissaient dans le cadre fédéral soviétique d'un même statut de nation, et leur aire de peuplement n'était divisée que par des limites administratives, qui n'imposaient aucune contrainte, puisque la citoyenneté unique soviétique prévalait sur l'ensemble du territoire. A la suite des indépendances et de l'internationalisation consécutive des frontières, leur statut va se retrouver conditionné au lieu de résidence : ceux qui vivent à l'intérieur de leur RSS éponyme deviennent le peuple titulaire du nouvel Etat-nation (les Ouzbeks en Ouzbékistan, les Tadjiks au Tadjikistan et les Kirghizes au Kirghizistan) ; ceux qui, en revanche, habitent à l'extérieur de l'Etat éponyme sont réduits au statut de minorité nationale, au sein d'un

autre Etat-nation. Nous les qualifierons de **minorités nationales trans-territoriales**, dans la mesure où ils sont en continuité territoriale avec leur Etat-nation éponyme.

Ainsi à leur indépendance, les Ouzbeks représentent 68,7% de la population du nouvel Ouzbékistan et en constituent le peuple titulaire. Mais ils sont également une minorité nationale trans-territoriale au Tadjikistan (23,5% de la population) et au Kirghizistan (12,9%), concentrée pour l'essentiel dans les provinces ferghanaises de ces deux pays. Les Tadjiks constituent, quant à eux, 62,3% de la population du Tadjikistan, 4,7% en Ouzbékistan et 0,8% au Kirghizistan. Enfin, si les Kirghizes représentent seulement 52,4% de leur République, ils bénéficient d'un tracé territorial favorable et ne constituent qu'une petite minorité trans-territoriale au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Au total, la vallée du Ferghana comprend 62% d'Ouzbeks, 19% de Kirghizes et 13% de Tadjiks.

La promotion des langues nationales en langues d'Etat : l'apparition de minorités linguistiques

Conformément au dicton kazakh « Qui souille sa langue, souille sa maison », la politique soviétique de bilinguisme causa une dénaturation des langues nationales et la perte progressive de la langue maternelle chez les peuples autochtones du Ferghana. Les textes constitutionnels et législatifs soviétiques affirmaient l'égalité des citoyens « indépendamment de leur langue » (article 34 de la Constitution soviétique de 1977), mais ils n'avaient jamais reconnu de statut particulier aux langues. Sous la pression des élites nationalistes qui dénoncent, à la fin des années quatre-vingt, cette perte d'identité, et revendiquent la revalorisation de leur héritage linguistique, Moscou consent à accorder, pour la première fois dans l'histoire de l'URSS, un statut aux langues nationales. Ainsi en 1989, chaque RSS adopte une *Loi sur la langue d'Etat*. L'ouzbek, le tadjik et le kirghize deviennent la langue d'Etat de leur RSS, statut qu'elles ne partagent avec aucune autre langue, pas même le russe, qui jouait pourtant jusqu'alors le rôle tacite de langue officielle. Ces lois permettent en outre de réhabiliter les patronymes précoloniaux, de renommer les rues et places publiques à la gloire des nouveaux héros nationaux et de restituer aux villes leurs noms historiques[40].

L'accès aux indépendances entraîne une accélération de ces politiques linguistiques nationalistes. Ainsi, conscient du rôle joué par la langue dans

[40] Ainsi Bichkek (renommé Frounzé en 1926) et Khoudjand (renommé Léninabad en 1936) retrouvaient en 1991 leurs noms historiques. La loi permettait également de dérussifier les noms de villes, telles que Tochkent (Tachkent), Qöqon (Kokand), Farghona (Fergana) et Andijon (Andijan).

l'affirmation de l'identité nationale, le Parlement ouzbek vote en 1993 la restauration de l'écriture latine. A la différence des changements d'alphabet précédents, qui s'étaient produits sur des populations largement illettrées, cette loi doit s'appliquer à une nation entièrement alphabétisée en cyrillique. La phase de transition, achevée le 1er septembre 2005, a permis de mener à bien la réforme scolaire. En revanche, l'apprentissage des adultes est un échec patent, la grande majorité des Ouzbeks ne pouvant ni lire, ni écrire à partir de la nouvelle graphie. Après une période d'hésitation, le Parlement kirghize a voté à son tour, en février 2004, l'adoption graduelle de l'alphabet latin. L'application de cette réforme devrait se faire au cours des prochaines années. Au Tadjikistan enfin, un mouvement intellectuel réclama à la fin des années quatre-vingt le retour à l'écriture arabe[41]. Mais ce projet ne semble plus aujourd'hui d'actualité.

Si, jusqu'ici, tous les citoyens du Ferghana jouissaient d'une égalité sans distinction de langue, l'affirmation de la langue nationale comme unique langue d'Etat et l'adoption de nouveaux alphabets entraînent la minorisation d'une partie de la population. Il s'agit des membres de minorités nationales ne maîtrisant pas la langue d'Etat et que nous qualifierons de **minorités linguistiques**. C'est en fait le cas de la plupart des minorités nationales (Slaves, Caucasiens, Coréens, etc.) à l'exception des individus, nombreux dans le cas des minorités trans-territoriales, qui pratiquent le bilinguisme langue maternelle / langue d'Etat.

Mais il s'agit également des membres du peuple titulaire qui ne maîtrisent pas leur langue maternelle et se retrouvent ainsi minorisés au sein de leur propre Etat-nation. Nous les qualifierons de **minorités linguistiques infra-nationales**. Citons les laissés-pour-compte du changement d'alphabet en Ouzbékistan et prochainement au Kirghizistan, mais aussi les autochtones exclusivement russophones – nombreux dans les villes. Ainsi au recensement kirghize de 1999, 64,9% des citoyens se déclaraient kirghizes mais seulement 52,7% reconnaissaient maîtriser la langue d'Etat[42]. Il n'est pas rare de trouver en milieu urbain des personnes appartenant à des minorités nationales et qui, ayant suivi des études en russe, ne maîtrisent ni la langue d'Etat, ni leur langue maternelle. Ils apparaissent donc doublement minorisés, vis-à-vis de leur Etat et de leur communauté d'appartenance[43].

---

[41] Muhammadjan Shukuri, « La situation de la langue persane tadjike et les perspectives de son renouveau », *CEMOTI*, n°18, 1994, p. 171-178.

[42] Jacques Leclerc, « Kirghizistan », *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, 2004, p. 4 [http://www.tlfq.ulaval.ca]

[43] Citons par exemple des personnes issues de minorités extra-territoriales (Allemands, Caucasiens, etc.) ou les nouvelles générations de minorités trans-

La nationalisation de l'islam : l'apparition de minorités religieuses et confessionnelles

Pendant toute la période soviétique, la politique religieuse de l'URSS avait oscillé entre répression et reconnaissance des cultes. Répression, lorsque Staline décida d'anéantir l'élite musulmane et d'abolir les bases de l'islam, en fermant tribunaux coraniques, fondations et mosquées, puis lorsque Khrouchtchev réhabilita la propagande antireligieuse dans les années soixante. Reconnaissance lorsque Staline instaura en 1943 la Direction spirituelle des musulmans d'Asie centrale et du Kazakhstan, dans le but de rassurer les musulmans et d'obtenir leur soutien à l'effort de guerre. Basé à Tachkent, ce Mouftiat permettait surtout de contrôler la vie spirituelle des musulmans, toute activité religieuse demeurant interdite hors de ce cadre officiel[44].

A leur indépendance, les Constitutions des trois Etats-nations du Ferghana ne font aucune référence à l'islam, le Tadjikistan et le Kirghizistan qualifiant même leur Etat de « séculier » (article 1er). Mais dans les faits, tous font clairement le choix d'asseoir leur renouveau national sur un ancrage musulman, dans le but, d'une part, de moraliser le fonctionnement de l'Etat et de la société et, d'autre part, de satisfaire les mouvements réclamant un retour vers l'islam. Cette renaissance islamique participe donc au renforcement de l'identité nationale et de l'héritage culturel des nouveaux Etats. En Ouzbékistan, Islam Karimov se présente comme un musulman croyant (son prénom, reçu en 1938 en pleine période stalinienne, l'y prédestinait-il ?) : il prête serment sur le Coran lors de son investiture en janvier 1992 et s'empresse d'effectuer un pèlerinage très médiatisé à la Mecque. Dès 1991, chaque Etat adopte une *Loi sur la liberté de conscience et les organisations religieuses* qui consacre des mesures plus libérales de la pratique de l'islam. Les Etats restituent d'anciennes mosquées et autorisent la réhabilitation ou la construction de nouveaux lieux de cultes[45].

Dans leur volonté de promouvoir un islam modéré, les trois Etats instaurent des organes de gestion du culte musulman, inspirés du modèle

territoriales urbanisées maîtrisant seulement le russe (Ouzbeks de Khoudjand, Tadjiks d'Andijan).

[44] Alexandre Bennigsen & Chantal Lermercier-Quelquejay, *Les musulmans oubliés : l'islam en Union soviétique*, Paris, Maspéro, 1981, p. 190-205.

[45] En Ouzbékistan, les mosquées passent de 84 en 1989 à 5.000 en 1997 ; au Tadjikistan, pas moins de 145 nouvelles mosquées et 2.500 lieux de cultes sont enregistrés pour la seule année 1994 (Catherine Poujol, *L'islam en Asie centrale*, Paris, Ellipses, 2001, p.50).

soviétique, leur permettant de contrôler la hiérarchie cléricale, le discours des imams et le contenu des publications religieuses. L'Ouzbékistan hérite de la Direction d'Asie centrale et du Kazakhstan, que les autorités rebaptisent Mouftiat du Mawar an-Nahr, nom arabe de la région. Les Etats voisins, qui étaient sous la tutelle de la Direction régionale à l'époque soviétique, ne peuvent concevoir leur souveraineté autrement que dans un cadre strictement national de l'islam[46]. Ainsi Douchambé et Bichkek créent leur propre Mouftiat, chacun s'affranchissant de la tutelle de Tachkent.

Malgré l'affirmation du principe de laïcité, cette nationalisation de l'islam conduit inévitablement à une différence de traitement des citoyens en fonction de leur religion. Les personnes qui ne pratiquent pas l'islam national peuvent être qualifiées de **minorités religieuses**, qu'elles relèvent du christianisme orthodoxe, chrétien ou protestant[47], du judaïsme ou encore du bouddhisme. Ces minorités représentent 4% de la population au Tadjikistan, 6% en Ouzbékistan et 15% au Kirghizistan. Mais au sein même de l'islam, les personnes ne relevant pas de l'orthodoxie sunnite, croyants chiites descendant des anciens esclaves persans ou membres de communautés ismaéliennes du Pamir, peuvent être considérées comme des **minorités confessionnelles**. Si les musulmans sunnites jouissent d'un rapport privilégié à l'Etat au travers de leur Mouftiat, les autres religions ou confessions relèvent exclusivement d'un Comité d'Etat aux Affaires Religieuses, auprès duquel elles doivent s'enregistrer sous la forme d'organisations religieuses, afin d'être autorisées à manifester leur religion. Cette exigence pose clairement une limitation juridique à la liberté de conscience des minorités religieuses[48].

***

Sur le modèle de la vallée du Ferghana, l'Asie centrale apparaît donc comme un creuset de cultures, de langues et de traditions religieuses, héritées de son prestigieux passé, mais que soixante-dix ans de régime

[46] Les motifs invoqués sont politiques mais également linguistiques car, à défaut de l'arabe, l'ouzbek était devenu la langue véhiculaire du *Mouftiat* de Tachkent, obligeant les autres Etats centrasiatiques à l'utiliser.

[47] Les chrétiens orthodoxes représentent la première minorité religieuse avec près de deux millions de fidèles en 2002, soit 5,5% de la population des trois Etats. Les protestants baptistes ont longtemps occupé la deuxième place, mais ils sont en régression depuis le départ massif des Allemands de la Volga.

[48] Ainsi le Comité ouzbek continue par exemple de refuser l'enregistrement des congrégations évangéliques et des Témoins de Jéhovah (US State Department, *Country reports on human rights*, Washington, 2004, p. 14 [http://www.state.gov])

soviétique ont considérablement dénaturé. La politique des nationalités, en forçant la construction identitaire des peuples autochtones, a favorisé leur ancrage nationaliste. Mais en prônant l'égalité des peuples, Moscou ne pouvait tolérer la supériorité d'un groupe sur un autre et préférait distinguer des niveaux graduels de développement. L'accès à l'indépendance des Etats d'Asie centrale, autour de leurs peuples titulaires, a sonné le glas de cet égalitarisme. Toute la rhétorique soviétique est apparue désormais inappropriée pour comprendre la crise identitaire que traversait la région.

Le présent article a permis d'élaborer une grille de lecture plus conforme aux réalités locales. Aux groupes nationaux titulaires des nouveaux Etats-nations (Ouzbeks, Kazakhs, Turkmènes, Kirghizes, Tadjiks), nous opposons des groupes nationaux minoritaires, classés en différentes catégories : les **minorités nationales extra-territoriales** (Russes, Ukrainiens, Allemands, Grecs, Polonais, etc.) se trouvent hors du territoire de leur patrie ; les **minorités nationales non-territoriales** (Meskhètes, Coréens, Ouïgours, Dounganes, Kurdes, etc.) sont quant à elles privées de patrie ; les **minorités nationales trans-territoriales** désignent enfin les populations autochtones que le tracé des frontières a laissées à l'extérieur de leur nouvel Etat-nation (Ouzbeks du Kirghizistan, Turkmènes du Tadjikistan, Kazakhs d'Ouzbékistan, etc.). Par ailleurs, l'affirmation des caractères identitaires du peuple titulaire, tels que la promotion de la langue nationale en langue d'Etat ou la nationalisation de l'islam, a entraîné la marginalisation d'une partie de la société et l'apparition de nouvelles catégories de minorités, conformes à la typologie usuelle, et qui se superposent aux minorités nationales : **minorités linguistiques**, **minorités religieuses** et **minorités confessionnelles**.

Cette émergence du concept de minorité dans la vie politique et juridique centrasiatique laisse cependant ouverte la question de leur traitement par les Etats-nations. L'histoire récente de l'Europe centrale et du Caucase a révélé que la reconnaissance de droits politiques et culturels aux minorités pouvait offrir une garantie de stabilité des Etats multiethniques[49]. Dans le contexte explosif de l'année 1992, l'Assemblée Générale de l'ONU n'avait-elle pas adopté à la hâte une *Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques*, supposée proposer un cadre de protection des minorités ? Le Conseil de l'Europe a élaboré une *Convention-cadre pour la protection des minorités nationales*, qui s'impose à la plupart des Etats européens et caucasiens issus de l'URSS. Mais l'Asie centrale reste à l'écart de ce système régional de protection des

[49] Svante E. Cornell, « The devaluation of the concept of autonomy : national minorities in the former Soviet Union », *Central Asian Survey*, n°18, Carfax, 1999, p. 185-196.

droits de l'Homme. En dehors des instruments onusiens, dont l'efficacité est aujourd'hui contestée, et des actions de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), que beaucoup estiment manquer d'une véritable stratégie sur la région[50], les Etats centrasiatiques n'ont, au final, aucun compte à rendre sur le traitement de leurs minorités[51], ni sur leur respect des droits de l'Homme, de manière générale.

Il semble donc que les minorités d'Asie centrale ne puissent compter que sur elles-mêmes pour revendiquer leurs droits. La classification établie permet en fait de distinguer trois situations. Les minorités extra-territoriales bénéficient, en général, de l'appui de leur patrie. Ainsi, la Russie, l'Allemagne ou encore Israël ont signé des accords bilatéraux avec les Etats d'Asie centrale dans le but, clairement affiché, de protéger les intérêts de leurs minorités respectives[52]. Les minorités non-territoriales ne jouissent au contraire d'aucun soutien et font partie des « oubliés de l'histoire[53] ». Injustement assimilés aux militants séparatistes du Xinjiang, les Ouïgours d'Asie centrale semblent aujourd'hui faire les frais de la psychose mondiale antiterroriste[54]. Les minorités trans-territoriales sont, quant à elles, au cœur des tensions régionales. En effet, la continuité frontalière entre ces minorités et leurs patries de tutelle, laisse redouter une instrumentalisation des

[50] Lire notamment Mohammad-Reza Djalili & Thierry Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Paris, PUF, 2001 (3e édition 2003), p. 159-161 et Richard Weitz, « The OSCE and political disputes in Central Asia », *Central Asia-Caucasus Institute Analyst*, John Hopkins University, Washington, 19 avril 2006.

[51] Les Etats d'Asie centrale sont membres de nombreuses organisations régionales (CEI, Organisation de la Conférence Islamique, Organisation de Coopération de Shanghai avec la Russie et la Chine, Organisation de Coopération Economique avec la Turquie, l'Iran et le Pakistan), mais aucune ne dispose d'un système efficace de protection des minorités.

[52] Au titre des avancées apportées par ces traités bilatéraux, citons le droit octroyé aux membres de la minorité russe d'obtenir la double nationalité et ce, malgré une interdiction clairement posée par les Constitutions tadjike (art.15) et kirghize (art.13)

[53] Sophie Tournon, « Les Turcs Meskhètes : des oubliés de l'histoire », *CEMOTI*, n°37, 2005, p. 67-78.

[54] En 2001, le Kirghizistan et la Chine ont, par exemple, signé un accord prévoyant l'extradition mutuelle de « criminels ». Conformément à cet accord, mais en violation de la Convention internationale contre la torture, les autorités kirghizes ont refoulé plusieurs Ouïgours, dont trois au moins ont été exécutés en Chine. En mars 2003, 19 citoyens chinois d'origine ouïgoure étaient assassinés au Kirghizistan (cf. US State Department, « Kyrgyz Republic » in *Country reports on human rights*, Washington, 2004, p.2).

diasporas ainsi minorisées, au nom d'un irrédentisme national[55]. Par ailleurs, le caractère autochtone que partagent ces populations rend légitime leur droit de revendiquer un partage équitable des ressources naturelles, en particulier la terre, l'eau et les richesses du sous-sol sur lequel ils habitent. Il s'agit là de revendications autrement plus sensibles que des droits politiques ou culturels.

Au XIX^{e} siècle, la vallée du Ferghana était surnommée la « Babylone de l'Asie centrale ». Fallait-il y voir l'exaltation de sa richesse multiculturelle ou un triste présage, annonciateur de l'aveuglement des hommes ?

[55] La politique hégémoniste ouzbèke, si elle repose sur une réalité démographique et historique, transparaît également par la présence de millions d'Ouzbeks, réduits à l'état de minorité nationale, dans les Etats mitoyens de l'Ouzbékistan.

TABLEAU 1 :
Evolution de la composition ethnique des Etats du Ferghana au XXe siècle

Républiques	Population	Slaves	Ouzbeks	Tadjiks	Kirghizes
Ouzbékistan					
1926	4 446 000	4,2%	**66,0%**	n.c.	n.c.
1959	8 106 000	14,7%	**62,2%**	3,8%	1,1%
1989	19 906 000	9,3%	**71,4%**	4,7%	0,9%
2002 (*)	25 500 000	4,8%	**79,5%**	4,9%	1,1%
Tadjikistan					
1926	827 000	0,7%	n.c.	**74,6%**	n.c.
1959	1 980 000	13,3%	23,0%	**53,1%**	1,2%
1989	5 112 000	8,6%	23,5%	**62,3%**	1,3%
2000	6 127 500	2,5%	23,5%(*)	**67,0%(*)**	1,2%
Kirghizistan					
1926	993 000	18,3%	10,6%	0,7%	**66,7%**
1959	2 066 000	37,0%	10,6%	0,7%	**40,5%**
1989	4 291 000	24,3%	12,9%	0,8%	**52,4%**
1999	4 921 000	13,7%	13,8%	0,9%	**64,9%**

TABLEAU 2 :
Recensements nationaux avant et après l'indépendance des Etats-nations

Groupe Ethnique	Ouzbékistan		Tadjikistan		Kirghizistan	
	1989	**2002 (*)**	**1989**	**2000**	**1989**	**1999**
Ouzbek	14 142 500	19 960 800	1 197 800	1 440 000(*)	550 100	665 000
Tadjik	933 600	1 219 900	3 172 400	4 105 400(*)	33 500	42 600
Kirghize	174 900	287 400	63 800	65 500	2 229 700	3 128 100
Kazakh	802 200	969 600	11 400	900	37 300	42 700
Turkmène	121 600	224 600	20 500	20 300	900	800
Russe	1 653 500	1 092 700	388 000	68 200	916 500	603 200
Ukrainien	153 200	100 300	41 400	3 800	108 000	50 400
Biélorusse	29 400	22 700	7 300	500	9 200	6 600
Allemand	40 000	6 900	32 700	1 100	101 300	21 500
Tatar	656 600	650 000	79 200	18 900	70 100	45 400
Meskhète	106 300	n.c.	n.c.	900(*)	21 300	33 300
Arménien	50 500	42 800	5 700	1 000	4 000	3 700
Azéri	44 400	41 000	3 600	800	15 800	14 000
Juif	93 900	11 800	9 700	n.c.	5 600	1 100
Coréen	183 100	149 300	13 400	1 700	18 400	19 800
Ouïgour	35 800	46 700	n.c.	600(*)	36 800	46 900
Doungane	n.c.	10 150	n.c.	n.c.	36 900	51 800
Autres	628 600	279 150	61 900	397 900	62 300	46 100
Total	**19 906 000**	**25 115 800**	**5 092 600**	**6 127 500**	**4 257 700**	**4 823 000**

Source : recensements nationaux sauf pour l'Ouzbékistan

(*) les données manquantes ou jugées insuffisamment fiables ont été complétées par des estimations du Département d'Etat américain [http://www.state.gov]